



Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - AMETYST - Mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST.

Complémentairement, la signature d'un marché complémentaire à la convention de mandat conclue avec la SERM, a été autorisée par délibération n° 10431 du 29 septembre 2011 conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics, ayant notamment pour objet les travaux complémentaires de défense incendie préconisés par les experts de l'assureur dommages aux biens ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz. Le montant global de l'opération a été initialement évalué à 5 152 K € TTC.

Deux premiers avenants à la convention de mandat ont été conclus en 2014 et 2015 pour prendre en compte respectivement le planning actualisé de l'opération ainsi que le versement d'une avance complémentaire de 200 000 € afin d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'opération, sans incidence sur le bilan financier. L'avenant n°3 approuvé en octobre 2018 a eu pour objet de prolonger la durée du marché et d'octroyer une rémunération complémentaire, pour un montant de 10 965 € HT, correspondant aux prestations à effectuer par le mandataire à la suite de la modification de programme intervenue consécutivement à l'avancement des études et aux fins de permettre l'intervention de la SERM sur l'ensemble du processus de réalisation des travaux comme prévu dans le marché. Le montant total de la rémunération a été porté à 320 K € HT (y compris révisions d'ores et déjà perçues), soit 314 K € HT hors révisions.

S'agissant des travaux, les derniers travaux confortatifs en matière de prévention incendie ont été réceptionnés le 11 février 2016 pour un montant de travaux arrêté à 1 309 860 € HT.

Pour ce qui concerne les travaux d'amélioration des installations du réseau biogaz, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération dont le montant a été estimé par le maître d'œuvre à 1,85 M € HT, au terme de la phase diagnostic.

Les études se sont poursuivies en 2018 au stade Projet, en concertation avec l'exploitant de l'installation, titulaire de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, et la maîtrise d'ouvrage. Ainsi, les études de projet remises le 31 janvier 2018 ont été complétées en mai 2018 suite à la modification de programme consécutive à la prise en compte des remarques de l'exploitant concernant le déplacement des quatre torchères en place vers une structure indépendante facilitant les opérations de maintenance et une meilleure gestion des condensats, permettant d'aboutir à une version partagée dont les solutions techniques répondent aux préconisations de l'opération.

La dévolution des marchés de travaux correspondants a fait l'objet de deux procédures distinctes.

La première procédure de consultation lancée en avril 2018 pour l'attribution du marché de fourniture des torchères selon la procédure concurrentielle avec négociation. À l'issue de l'analyse, et après information de la commission d'appel d'offres réunie le 30 octobre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'attribuer le marché à la société FBI BIOME pour un montant de 506 685 € HT (soit – 12 335 € HT par rapport à l'estimation du maître d'œuvre 519 020 € HT). Le marché de fourniture des torchères a été notifié à l'entreprise dès le début de l'année 2019 afin d'engager les études d'Exécution au plus tôt pour lancer les fabrications.

Parallèlement, la deuxième procédure de consultation a été lancée selon une procédure adaptée restreinte avec faculté de négociation pour la passation des marchés publics de travaux répartis selon 3 lots relatifs respectivement aux tuyauteries / raccordement des torchères (lot n°2), charpente métallique / installation des torchères (lot n°3), électricité / automatismes (lot n°4). Les marchés correspondants ont été attribués début 2019 pour un montant global de 1 321 996 € HT.

Les demandes d'autorisations administratives relatives au porter à connaissance dans le cadre de l'autorisation d'exploiter à conduire par l'exploitant en tant que titulaire de ladite autorisation, et à la demande de permis de construire modificatif ont été déposées en temps utile afin de garantir l'obtention desdites autorisations avant le démarrage des travaux programmés à la fin du premier semestre 2019.

La fabrication des torchères a été lancée à l'été 2019 et leur installation sur la plateforme spécifiquement créée a été réalisée début 2020. Les travaux de constitution du nouveau réseau biogaz ont démarré concomitamment. Leur achèvement initialement prévu fin du 1^{er} semestre 2020 a été retardé à début 2021 par la survenance de l'épidémie de Covid-19 et la mise en œuvre des nécessaires vérifications de la conformité technique des ouvrages. Dès la fin du confinement, mi-mai, les travaux ont repris. Afin de s'assurer de la bonne conformité technique des ouvrages, des opérations de contrôle par radiographie ont été menées sur les soudures. Les nouvelles torchères ont été mises en service en octobre 2020. Le raccordement des nouveaux équipements a nécessité un arrêt de l'exploitation des installations de cogénération limité à une dizaine de jours. Les travaux du nouveau réseau biogaz ont été réceptionnés fin 2020. La réception des nouvelles torchères et du démontage des anciennes installations est intervenue quant à elle 2021. L'ensemble des travaux prévus au titre du présent mandat est désormais achevé et opérationnel. L'achèvement du mandat interviendra à la fin de la période de garantie de parfait achèvement, courant sur une période d'un an après la réception des torchères, soit en mai 2022.

Sur le plan financier, les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de remboursements de dépenses et, d'autre part, par le versement d'avances. Le bilan prévisionnel des dépenses du mandat est ajusté en conséquence des différentes évolutions.

En 2020, aucun versement d'avances n'a été réalisé, le montant des avances versé au 31 décembre 2020, s'élevant à 550 K €. 21 K € HT ont été versés au titre de la rémunération de la société, soit une rémunération cumulée de 303 K € HT à la même échéance.

L'arrêt des comptes au 31 décembre 2020 fait apparaître des remboursements de mandat pour un montant cumulé de 4 302 K € TTC, dont 1 802 K € au titre de l'exercice 2020.

S'agissant des travaux d'amélioration du réseau biogaz, les répercussions de l'épidémie de Covid-19 et les travaux complémentaires apparus nécessaires au cours de l'exécution des travaux, pour un montant global de 196 318 € HT qui font l'objet d'avenants aux marchés de travaux, sont pris en compte dans le bilan au titre des aléas, sans autre augmentation du montant de l'opération.

À ce stade du projet, le montant prévisionnel du bilan est porté 5 272 K € TTC, en augmentation de 10 K € TTC par rapport au bilan approuvé dans le cadre du CRAC 2019 et ce du fait d'un écart sur la TVA.

Les dépenses du mandat se répartissent ainsi comme suit :

- Opérations liées à la reconstruction du hall de déshydratation suite au sinistre incendie de septembre 2010 : 58,2 K € HT ;
- Réalisation des travaux confortatifs de lutte contre l'incendie : 1 391,3 K € HT ;
- Réalisation des travaux d'amélioration du réseau biogaz : 2 480,3 K € HT ;
- Révisions de prix, rémunération du mandataire et divers : 456,9 K € HT.

En conséquence, il est demandé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2020 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST dans le cadre des travaux complémentaires ;
- D'approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération;
- D'autoriser monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-173095-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2127_CRAC Ametyst.pdf

- 2127_Bilan_CRAC 2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.